

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Législatives partielles : le silence étonnant du CGE!

ANNONCÉES pour le 20 août dernier, ces consultations électorales qui concernent trois sièges, n'ont finalement pas eu lieu à cette date.



Photo: DR/L'Union

Les responsables du CGE gagneraient souvent à communiquer pour fixer les esprits.

O. N.
Libreville/Gabon

NOMBREUX ont constaté que le Centre gabonais des élections (CGE) fait partie des entités publiques qui communiquent très difficilement. Ce qui n'est pas forcément une bonne chose pour son image. Car, souvent son silence prête le flanc à beaucoup de rumeurs, de malentendus et parfois de suspicion. Dernier fait en date qui attire les regards vers cet organe en charge de l'organisation des élections politiques dans notre pays : les législatives partielles annoncées pourtant pour le 20 août dernier, mais dont on ne parle plus jusqu'à ce jour. À l'étonnement non seulement des acteurs politiques concernés, mais aussi des

populations des sièges à pourvoir qui demeurent sans représentants à l'Assemblée nationale. Et ces sièges sont a priori au nombre de trois. Sauf si l'on intègre celui récemment laissé vacant dans la Mvoundou (Ogooué-Ivindo) par le nouvel ambassadeur du Gabon aux Etats-Unies, Noël Nelson Messone. Il s'agit du 1er siège du département de l'Ogoulou (Mimongo) dans la Ngounié, du 2e siège de la Zadié dans l'Ogooué-Ivindo, et du 1er arrondissement de la commune de Tchibanga dans la province de la Nyanga. Des sièges devenus vacants suite aux démissions de leurs occupants respectifs des formations politiques qui les avaient investis lors des élections législatives de 2018. Il s'agit, en ce qui concerne le 1er

siège de l'Ogoulou, de Gladys Moulengui qui a démissionné du Parti social-démocrate (PSD); Ulrich Bokamba Ndombi, ancien député du 2e siège de la Zadié, démissionnaire également du PSD; et Jean-Pierre Doukaga Kassa qui a claqué la porte du parti Les Démocrates (LD) après sa nomination au gouvernement alors qu'il était député du 1er arrondissement de Tchibanga... Les populations de ces circonscriptions électorales devront donc encore attendre, malgré le fait que le remplacement de ces anciens parlementaires répond à des dispositions constitutionnelles claires. Sauf si, entre-temps, le gouvernement soulève un cas de force majeure auprès de la Cour constitutionnelle. Au moins l'opinion sera fixée.

PDG/ Franceville : Steeve Nzegho Dieko au contact de la base

N.O.
Franceville/Gabon

APRÈS avoir présidé la veille, à Franceville, la rentrée politique du Parti démocratique gabonais (PDG) dans le Haut-Ogooué, le secrétaire général du PDG, Steeve Nzegho Dieko, a poursuivi dimanche son séjour en terre alto-govéenne. Il est allé à la rencontre des responsables des structures de base de sa formation politique dans les quatre arrondissements du chef-lieu de la province du Haut-Ogooué et les deux de Moanda. Ce, dans le cadre du "rendez-vous du militant", un concept innovant qu'il a initié depuis sa nomination le 9 mars dernier à la tête du secrétariat exécutif du PDG. De fait, Steeve Nzegho Dieko s'est imprégné de l'état de fonctionnement de l'ensemble des fédérations, sections et autres comités, tout en prenant la mesure du moral de leurs responsables. En dépit des difficultés évoquées ici et

là, le moins que l'on puisse dire est que les secrétaires fédéraux, de section et de comité sont pleinement conscients de leurs responsabilités et entendent les assumer dans l'intérêt supérieur de leur formation politique avec plus d'abnégation, dévouement, loyauté, etc. "Après la tempête virale de la Covid-19, il était temps que nous nous retrouvions afin de pouvoir échanger en famille. Nous préparons des échéances importantes, notamment l'élection du président de la République. Pour cela, nous devons être prêts. 2023 se prépare aujourd'hui. Le Distingué camarade président m'a confié une mission, c'est de réunir toutes les conditions possibles pour sa réélection, c'est notre candidat naturel. Nous nous devons de le soutenir car il a de l'ambition pour notre pays. Son premier soutien est dans le Haut-Ogooué", a clamé Steeve Nzegho Dieko. Lequel s'est vu remettre des attributs traditionnels de pouvoir au 1er et 2e arrondissements de Franceville.



Photo: Nadège Ontounou

L'arrivée du «SG» du PDG, Steeve Nzegho Dieko, au 2e arrondissement de Franceville.

Miroir du gouvernement

Plus d'efficacité pour la CNLCEI et l'Anif!

CHACUN l'aura relevé. Le 16 août dernier, dans son discours à la Nation, à l'occasion de la célébration du 62e anniversaire de l'accession de notre pays à l'indépendance, le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, s'est insurgé, à juste titre, contre la persistance du fléau que constitue la corruption dans notre société. Tout en relevant la nécessité de lutter contre "ce cancer, ce mal absolu qui gangrène l'ensemble de la société, du bas jusqu'au sommet." C'est à se demander si les organes mis en place par le gouvernement pour lutter efficacement contre cette gangrène vont enfin sortir de la léthargie dans laquelle ils semblent être plongés depuis un certain temps. Car, il faut bien l'avouer, à l'allure où se répandent les métastases de

ce cancer dans les différentes strates de la société, l'on est en droit de se demander à quoi peuvent bien servir la Commission nationale de lutte contre l'enrichissement illicite (CNLCEI) et l'Agence nationale d'investigation financière (ANIF). D'autant plus que leurs résultats sont difficilement perceptibles par l'opinion publique. Avec ceci que, parallèlement, l'action gouvernementale semble se cantonner à l'organisation de séminaires et autres ateliers de lutte contre la corruption. C'est dire qu'il serait peut-être temps que les responsables de la CNLCEI et de l'Anif changent véritablement de logiciels, histoire de se hisser à la hauteur des ambitions du numéro un gabonais en jouant convenablement leur

partition. Tant le combat contre la corruption exige l'implication de tous, il y va de notre vivre-ensemble. Et comme l'a précisé le chef de l'État, "la corruption entrave le développement de notre pays. Elle mine la cohésion de notre société. Elle annihile toute idée d'exemplarité sans laquelle il n'y a de véritable autorité (...). De même que nos efforts seront vains si nous ne luttons pas collectivement contre la corruption, ils seront vains pour développer notre pays si chacun n'y prend pas sa part".

J.KOMBILE MOUSSAVOU